

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 5/10/2001
CONCERNANT L'INTRODUCTION DE L'EURO**

Vu les CCT n°69, n°70 et n°78 du Conseil National du Travail ;

Vu la Recommandation n°13 du 30/03/2001 du Conseil National du Travail relative à l'introduction de l'euro, en particulier l'invitation expresse faite aux commissions paritaires de "mettre dans les meilleurs délais à disposition de leurs membres, des employeurs et des travailleurs qui ressortissent à leur champ respectif de compétence de même que pour les représentants des employeurs et des travailleurs, les différents montants prévus entre autres dans les conventions collectives de travail conclues à leur niveau exprimés en BEF et en EUR après conversion opérée conformément aux dispositions des conventions collectives de travail n°69 et 70 des 17 juillet 1998 et 15 décembre 1998" ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre au plus tôt les dispositions qui garantissent la sécurité juridique dans les relations de travail une fois que l'euro sera introduit définitivement au titre de monnaie fiduciaire à partir du 1/01/2002 ;

Considérant la nécessité d'informer clairement et de toute urgence les partenaires sociaux concernant les montants sociaux en EUR qui seront applicables aux ouvriers textiles à partir du 1/01/2002 ;

IL EST CONVENU ENTRE

L'ACV-CSC Textura
La F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant
La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises textiles et de bonneterie qui relèvent de la compétence de la Commission Paritaire de l'industrie Textile et de la Bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières qu'elles occupent, dans la mesure où les montants visés à l'article 5 de la présente convention leur sont applicables.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

18 -10- 2001

07 -11- 2001₁

NR.
N°

59500 / 10 / 120

II. OBJET

Article 2

Afin d'éviter tout problème d'interprétation, les parties ont procédé à la conversion en EUR des montants en BEF figurant dans toutes les conventions collectives de travail qui sont applicables aux entreprises et travailleurs visés à l'article 1.

La présente convention collective de travail précise les règles de conversion et d'arrondi à appliquer et contient un tableau officiel de tous les montants visés à l'alinéa 1er, à l'exception des échelles salariales barémiques et des salaires effectifs, qui font l'objet de deux conventions collectives de travail distinctes.

III. REGLES DE CONVERSION ET D'ARRONDI EN EURO

Article 3

A partir du 1er janvier 2002, les montants en BEF visés à l'article 2 al.1er sont définitivement remplacés par les montants officiels en EUR figurant à l'article 5. Toutes les conventions collectives de travail visées à l'article 2 al.1er sont automatiquement adaptées à ces montants officiels en EUR.

Article 4

Les montants en BEF visés à l'article 2 sont convertis et arrondis en EUR par la présente convention collective de travail en application des règles légales en vigueur.

Ainsi, les parties conviennent de diviser ces montants en BEF par le coefficient légal de conversion de 40,3399 et d'arrondir ce résultat en EUR avec deux décimales supplémentaires par rapport au nombre de décimales en BEF, en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq.

IV. MISE A DISPOSITION DES MONTANTS OFFICIELS EN EURO

Article 5

Les montants officiels en EUR applicables à partir du 1er janvier 2002 sont ceux repris dans la troisième colonne du tableau officiel ci-dessous

PARITAIR COMITE NR 120		COMMISSION PARITAIRE N°120	
	BEF	EUR	
Algemene CAO dd 30/03/2001		CCT générale du 30/03/2001	
art. 2b	4	0,10	art. 2b
art. 2c	4	0,10	art. 2c
art. 5b	40.000	991,57	art. 5b
art. 32, al.1	200	4,96	art. 32, al.1
art. 33, al.1	150	3,72	art. 33, al.1
art. 36	4.000	99,16	art. 36
art. 36	39.389	976,43	art. 36

CAO Brugpensioen dd 30/03/2001		CCT Prépension du 30/03/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
art.9 al.2	37.925	940,14	art.9 al.2
	112.000	2776,41	
art.9 al.3	Arrondi à la centaine de francs supérieure (Afronding naar hogere honderdtal)	Arrondi à l'euro supérieur (Afronding naar hogere euro)	art.9 al.3
CAO Brugpensioen Nachtprestaties dd 30/03/2001		CCT Prépension Prestations de Nuit du 30/03/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
art.9 al.2	37.925	940,14	art.9 al.2
	112.000	2776,41	
art.9 al.3	Arrondi à la centaine de francs supérieure (Afronding naar hogere honderdtal)	Arrondi à l'euro supérieur (Afronding naar hogere euro)	art.9 al.3
CAO onderhoud arbeidskledij dd 28/02/1975		CCT entretien du vêtement de travail du 28/02/1975	
art.6 al.1	4,85	0,12	art.6 al.1
	9,75	0,24	
CAO tewerkstelling en vorming (0,20%) dd 18/06/2001		CCT emploi et formation (0,20%) du 18/06/2001	
art.5b	40.000	991,57	art.5b
CAO dd 1/02/1980		CCT du 1/02/1980	
art.10 d	3	0,07	art.10 d
art.10 e	3	0,07	art.10 e
Statuten Waarborg- en Sociaal Fonds		Statuts Fonds Social et de Garantie	
art.7 al.2	3.450	85,52	art.7 al.2
	4.450	110,31	
	4.650	115,27	
art.7 al.6	180	4,46	art.7 al.6
art.7 al.7	200	4,96	art.7 al.7
art.8e, al.2	50.000	1239,47	art.8e, al.2
	70.000	1735,25	
art.10a, al.1	85	2,11	art.10a, al.1
art.10a, al.2	100	2,48	art.10a, al.2
art.10a, al.3	100	2,48	art.10a, al.3
art.10c, al.4	85	2,11	art.10c, al.4
art.10c, al.5	100	2,48	art.10c, al.5
art.10c, al.6	100	2,48	art.10c, al.6
	300.000	7436,81	
art.10c, al.8	100	2,48	art.10c, al.8
art.10c, al.9	150	3,72	art.10c, al.9
art.14 al.3	1.000	24,79	art.14 al.3

Une description indicative des montants officiels figurant dans ce tableau est fournie en annexe à la présente convention collective de travail.

5

Article 6

Tout montant en BEF non expressément visé par le tableau de l'article 5 doit être converti et arrondi en EUR dans le respect des principes légaux visés à l'article 4 alinéa 2 de la présente convention.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 7

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant notification d'un préavis d'au moins six mois au Président de la Commission Paritaire.

Fait à Gand le 5/10/2001

4

**ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 5/10/2001
CONCERNANT LA CONVERSION EN EURO DES MONTANTS SECTORIELS
FIGURANT DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL**

*Description indicative des montants sociaux
applicables à partir du 1/01/2002 dans le secteur textile (art. 5 de la CCT)*

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
CCT générale du 30/03/2001			
art. 2b	Augmentation des salaires horaires barémiques et effectifs au 1/01/2002	0,10	4
art. 2c	Augmentation des salaires horaires barémiques et effectifs au 1/04/2002	0,10	4
art. 5b	Indemnité forfaitaire en cas de licenciement contraire aux engagements sectoriels en matière d'emploi	991,57	40.000
art. 32, al.1	Indemnité journalière en cas de chômage partiel pour raisons économiques	4,96	200
art. 33, al.1	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement	3,72	150
art. 36	Indemnité complémentaire minimum dans le cadre de la prépension conventionnelle	99,16	4.000
art. 36	Seuil de revenus prépension en-deçà duquel la retenue personnelle de 6,5% pour l'ONP n'est pas due (travailleur isolé ou cohabitant ; montant au 1/06/2001)	976,43	39.389
CCT Prépension du 30/03/2001			
art.9 al.1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
art.9 al.2		940,14	37.925
art.9 al.2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	2.776,41	112.000
art.9 al.3	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	Arrondi à la centaine de francs supérieure
CCT Prépension Prestations de Nuit du 30/03/2001			
art.9 al.1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
art.9 al.2		940,14	37.925
art.9 al.2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	2.776,41	112.000
art.9 al.3	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	Arrondi à la centaine de francs supérieure

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
CCT entretien du vêtement de travail du 28/02/1975			
art.6 al.1	Montant théorique (année 1975) de l'indemnité pour l'entretien du vêtement de travail : tablier ou blouse (correspond à 0,30 EUR au 1/01/2001)	0,12	4,85
	Idem pour un costume ou une salopette ou une veste+pantalon (correspond à 0,59 EUR au 1/01/2001)	0,24	9,75
CCT emploi et formation (0,20%) du 18/06/2001			
art.5b	Indemnité forfaitaire en cas de licenciement contraire aux engagements sectoriels en matière d'emploi	991,57	40.000
CCT du 1/02/1980			
art.10d	Complément salaire horaire de nuit lorsque non intégré dans la prime d'équipe (correspond à 0,1140 EUR au 1/07/2001)	0,07	3
art.10e			
Statuts Fonds Social et de Garantie			
art.7 al.2	Avance irrécupérable (prime syndicale) : montant jusqu'en 1998	85,52	3.450
	Idem en 1999	110,31	4.450
	Idem depuis 2000	115,27	4.650
art.7 al.6	Allocation journalière complémentaire en cas de chômage partiel pour raisons économiques : montant jusqu'en 2000	4,46	180
art.7 al.7	Idem depuis 2001	4,96	200
art.8e, al.2	Intervention forfaitaire annuelle de l'entreprise d'accueil pour le coût d'un jeune apprenti industriel : 1ère année	1.239,47	50.000
	Idem 2ème année	1.735,25	70.000
art.10a, al.1	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement : montant jusqu'en 1994	2,11	85
art.10a, al.2	Idem en 1995-1996	2,48	100
art.10a, al.3	Idem : montant confirmé depuis 1997	2,48	100
art.10c, al.4	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement pour les ouvriers de plus de 50 ans pendant max. 60 mois (1993-1994)	2,11	85
art.10c, al.5	Idem en 1995-1996	2,48	100
art.10c, al.6	Idem depuis 1997 pendant maximum 10 ans	2,48	100
	Montant cumulé maximum de l'allocation ci-dessus	7.436,81	300.000
art.10c, al.8	Allocation journalière de chômage supplémentaire pendant max. 36 mois en cas de licenciement des ouvriers malades de longue durée (min. 6 mois d'incapacité)	2,48	100
art.10c, al.9	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement des ouvriers de plus de 54 ans (depuis 2001)	3,72	150
art.14 al.3	Salaire de référence fictif par journée assimilée, en vue du calcul de l'allocation complémentaire de vacances par le Fonds.	24,79	1.000

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 5/10/2001
BETREFFENDE DE INVOERING VAN DE EURO**

Gelet op de CAO's nr 69, nr 70 en nr 78 van de Nationale Arbeidsraad ;

Gelet op de Aanbeveling nr 13 dd 30/03/2001 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van de euro, meer bepaald het uitdrukkelijk verzoek aan de paritaire comités om "zo vlug mogelijk aan hun leden, aan de werkgevers en werknemers die onder hun respectievelijke bevoegdheidssfeer ressorteren alsook aan de vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers de verschillende bedragen te bezorgen die onder andere voorkomen in de op hun niveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten en die uitgedrukt zijn in BEF en in EUR na de omrekening als verricht overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr 69 en nr 70 van 17 juli 1998 en 15 december 1998";

Overwegende dat er zo snel mogelijk bepalingen moeten vastgelegd worden om de rechtszekerheid in de arbeidsbetrekkingen te garanderen, eens de euro definitief als chartale munt zal ingevoerd zijn vanaf 1/01/2002 ;

Overwegende de noodzaak om duidelijk en bij hoogdringendheid de sociale partners in te lichten omtrent de conventionele bedragen in EUR die op de textielarbeiders vanaf 1/01/2002 van toepassing zullen zijn ;

WORDT TUSSEN

het ACV-CSC Textura
het A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

I. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters, in de mate dat de in artikel 5 van onderhavige overeenkomst aangehaalde bedragen op hen van toepassing zijn.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

18 -10- 2001

07 -11- 2001

NR.
N°

54500/60/120

II DOELSTELLING

Artikel 2

Teneinde elk interpretatieprobleem te vermijden, zijn de partijen overgegaan tot de omzetting in EUR van de bedragen in BEF die voorkomen in al de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de ondernemingen en hun werknemers als bedoeld in artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst preciseert de toe te passen omzettings- en afrondingsregels en bevat een officiële tabel waarin alle bedragen zoals bedoeld in de eerste alinea opgenomen zijn, met uitzondering van de baremieke loonschalen en van de effectieve lonen, die het voorwerp uitmaken van twee afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten.

III. OMZETTINGS- EN AFRONDINGSREGELS IN EURO

Artikel 3

Vanaf 1 januari 2002 zullen de bedragen in BEF waarvan sprake in artikel 2 al. 1 definitief vervangen worden door de officiële bedragen in EUR zoals ze voorkomen in artikel 5. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten bedoeld in artikel 2 al.1 worden automatisch aangepast aan deze officiële bedragen in EUR

Artikel 4

De bedragen in BEF bedoeld in artikel 2 worden omgezet en afgerond in EUR door deze collectieve arbeidsovereenkomst met toepassing van de van kracht zijnde wettelijke regels.

De partijen komen overeen om deze bedragen in BEF te delen door de wettelijke omrekeningscoëfficiënt van 40,3399 en om het resultaat in EUR af te ronden met twee decimalen meer dan het aantal decimalen in BEF ; daarbij wordt met het cijfer volgend op de af te ronden decimaal geen rekening gehouden wanneer het lager is dan vijf en wordt de af te ronden decimaal met een eenheid verhoogd wanneer dat cijfer gelijk of hoger is dan vijf.

IV. TER BESCHIKKING STELLING VAN DE OFFICIELE BEDRAGEN IN EURO

Artikel 5

De officiële bedragen in EUR van toepassing vanaf 1 januari 2002 zijn deze opgenomen in de derde kolom van de hieronder weergegeven officiële tabel :

PARITAIR COMITÉ NR 120		COMMISSION PARITAIRE N°120	
	BEF	EUR	
Algemene CAO dd 30/03/2001		CCT générale du 30/03/2001	
Art. 2b	4	0,10	art. 2b
Art. 2c	4	0,10	art. 2c
Art. 5b	40.000	991,57	art. 5b
Art. 32, al.1	200	4,96	art. 32, al.1
Art. 33, al.1	150	3,72	art. 33, al.1
Art. 36	4.000	99,16	art. 36
Art. 36	39.389	976,43	art. 36

CAO Brugpensioen dd 30/03/2001		CCT Prépension du 30/03/2001	
Art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
art.9 al.2	37.925	940,14	art.9 al.2
	112.000	2776,41	
art.9 al.3	Afronding naar hoger honderdtal (Arrondi à la centaine de francs supérieure)	Afronding naar hogere euro (Arrondi à l'euro supérieur)	art.9 al.3
CAO Brugpensioen Nachtprestaties dd 30/03/2001		CCT Prépension Prestations de Nuit du 30/03/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
art.9 al.2	37.925	940,14	art.9 al.2
	112.000	2776,41	
art.9 al.3	Afronding naar hoger honderdtal (Arrondi à la centaine de francs supérieure)	Afronding naar hogere euro (Arrondi à l'euro supérieur)	art.9 al.3
CAO onderhoud arbeidskledij dd 28/02/1975		CCT entretien du vêtement de travail du 28/02/1975	
art.6 al.1	4,85	0,12	art.6 al.1
	9,75	0,24	
CAO tewerkstelling en vorming (0,20%) dd 18/06/2001		CCT emploi et formation (0,20%) du 18/06/2001	
art.5b	40.000	991,57	art.5b
CAO dd 1/02/1980		CCT du 1/02/1980	
art.10 d	3	0,07	art.10 d
art.10 e	3	0,07	art.10 e
Statuten Waarborg- en Sociaal Fonds		Statuts Fonds Social et de Garantie	
art.7 al.2	3.450	85,52	art.7 al.2
	4.450	110,31	
	4.650	115,27	
art.7 al.6	180	4,46	art.7 al.6
art.7 al.7	200	4,96	art.7 al.7
Art.8e, al.2	50.000	1239,47	art.8e, al.2
	70.000	1735,25	
Art.10a, al.1	85	2,11	art.10a, al.1
Art.10a, al.2	100	2,48	art.10a, al.2
Art.10a, al.3	100	2,48	art.10a, al.3
Art.10c, al.4	85	2,11	art.10c, al.4
Art.10c, al.5	100	2,48	art.10c, al.5
Art.10c, al.6	100	2,48	art.10c, al.6
	300.000	7436,81	
Art.10c, al.8	100	2,48	art.10c, al.8
Art.10c, al.9	150	3,72	art.10c, al.9
art.14 al.3	1.000	24,79	art.14 al.3

Een informatieve beschrijving van de officiële bedragen die opgenomen zijn in de tabel wordt als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegd.

Artikel 6

Elk bedrag in BEF dat niet expliciet aangehaald wordt in de tabel opgenomen in artikel 5 moet omgezet en afgerond worden in EUR rekening houdend met de wettelijke principes zoals hernomen in artikel 4 alinea 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

V. EINDBEPALINGEN

Artikel 7

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Zij wordt voor onbepaalde duur gesloten en kan door elk van ondertekende partijen opgezegd worden, mits betekening van een opzeg van minstens zes maanden aan de Voorzitter van het Paritair Comité.

Gedaan te Gent op 5/10/2001

4

**BIJLAGE BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 5/10/2001
BETREFFENDE DE OMZETTING IN EURO VAN DE SECTORALE BEDRAGEN
DIE VOORKOMEN IN DE BESTAANDE CAO'S**

***Informatieve beschrijving van de sociale bedragen van toepassing vanaf
1/01/2002 in de textielsector (art. 5 van de CAO)***

REFERENTIE IN DE CAO	INFORMATIEVE BESCHRIJVING	OFFICIEEL BEDRAG IN EUR	INDICATIEF BEDRAG IN BEF
Algemene C.A.O. van 30/03/2001			
art. 2b	Verhoging van de baremieke en effectieve uurlonen op 1/01/2002	0,10	4
art. 2c	Verhoging van de baremieke en effectieve uurlonen op 1/04/2002	0,10	4
art. 5b	Forfaitaire vergoeding ingeval van afdanking in strijd met de sectorale tewerkstellingsverbintenissen	991,57	40.000
art. 32, al.1	Dagvergoeding ingeval van tijdelijke werkloosheid om economische redenen	4,96	200
art. 33, al.1	Bijkomende werkloosheidsvergoeding per dag ingeval van ontslag	3,72	150
art. 36	Minimum aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen	99,16	4.000
art. 36	Drempel van de brugpensioeninkomsten waaronder de persoonlijke inhouding van 6,5% voor de RVP niet verschuldigd is (alleenstaande of samenwonende werknemer ; bedrag op 1/06/2001)	976,43	39.389
C.A.O. brugpensioen van 30/03/2001			
art.9 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de aanvullende vergoeding brugpensioen	940,14	37.925
art.9 al.2	(stemt overeen met 2.776,4 EUR op 1/06/2001)	940,14	37.925
	Geactualiseerd plafond op 1/06/2001 van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	2.776,41	112.000
art.9 al.3	Afrondingsregel voor het netto-referteloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	Afgerond naar de hogere euro	Afgerond naar het hoger honderdtal
C.A.O. brugpensioen nachtprestaties van 30/03/2001			
art.9 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de aanvullende vergoeding brugpensioen	940,14	37.925
art.9 al.2	(stemt overeen met 2.776,4 EUR op 1/06/2001)	940,14	37.925
	Geactualiseerd plafond op 1/06/2001 van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	2.776,41	112.000
art.9 al.3	Afrondingsregel voor het netto-referteloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	Afgerond naar de hogere euro	Afgerond naar het hoger honderdtal

REFERENTIE IN DE CAO	INFORMATIEVE BESCHRIJVING	OFFICIEEL BEDRAG IN EUR	INDICATIEF BEDRAG IN BEF
C.A.O. onderhoud arbeidskledij van 28/02/1975			
art.6 al.1	Theoretisch bedrag (jaar 1975) van de vergoeding voor het onderhoud van arbeidskledij : schort of kiel (stemt overeen met 0,30 EUR op 1/01/2001)	0,12	4,85
	Idem voor een werkpak of overall of broek + vest (stemt overeen met 0,59 EUR op 1/01/2001)	0,24	9,75
C.A.O. tewerkstelling en vorming (0,20%) van 18/06/2001			
art.5b	Forfaitaire vergoeding in geval van afdanking strijdig met sectorale tewerkstellingsverbintenissen	991,57	40.000
CAO van 1/02/1980			
art.10d	Toeslag nachtuurloon wanneer niet geïntegreerd in ploegenpremie (stemt overeen met 0,1140 EUR op 1/07/2001)	0,07	3
art.10e			
Statuten Waarborg- en Sociaal fonds			
art.7 al.2	Niet-terugvorderbaar voorschot (syndicale premie) : bedrag tot in 1998	85,52	3.450
	Idem in 1999	110,31	4.450
	Idem sedert 2000	115,27	4.650
art.7 al.6	Aanvullende dagelijkse werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid wegens economische redenen: bedrag tot 2000	4,46	180
art.7 al.7	Idem sedert 2001	4,96	200
art.8e, al.2	Jaarlijkse forfaitaire tussenkomst v.h. onthaalbedrijf voor de kost van een eerstejaars leerling : 1 ^{ste} jaar	1.239,47	50.000
	Idem 2 ^{de} jaar	1.735,25	70.000
art.10a, al.1	Bijkomende dagelijkse werkloosheidsvergoeding bij afdanking: bedrag tot in 1994	2,11	85
art.10a, al.2	Idem in 1995-1996	2,48	100
art.10a, al.3	Idem : bedrag bevestigd sedert 1997	2,48	100
art.10c, al.4	Bijkomende dagelijkse werkloosheidsvergoeding bij afdanking werknemers ouder dan 50 j. gedurende max. 60 maanden (1993-1994)	2,11	85
art.10c, al.5	Idem in 1995-1996	2,48	100
art.10c, al.6	Idem sedert 1997 gedurende max. 10 jaar	2,48	100
	Gecumuleerd max. bedrag van de vergoeding hierboven	7.436,81	300.000
art.10c, al.8	Dagelijkse bijkomende werkloosheidsuitkering gedurende 36 maanden max. in geval van afdanking van langdurig zieke werknemers (min. 6 maanden arbeidsongeschikt)	2,48	100
art.10c, al.9	Dagelijks bijkomende werkloosheidsuitk. Bij afdanking van werknemers ouder dan 54 jaar (sedert 2001)	3,72	150
art.14 al.3	Fictief referteloon per gelijkgestelde dag, voor de berekening van de bijkomende vakantievergoeding door het Fonds	24,79	1.000